

**XXXII**

**TECMUN**

---

Conseil de l'Europe

---

# Antécédent du Conseil de l'Europe

*Le Conseil de l'Europe, créé le 5 mai 1949, est un organisme qui a comme objectif la défense et la protection de la démocratie, l'exercice de l'État au Droit et les droits de l'homme, particulièrement les civils et politiques bien qu'il s'en occupe aussi des sociaux et économiques, selon ce convenu à la *Charte Sociale Européenne*. Aujourd'hui, le Conseil de l'Europe est considéré comme l'organisation la plus âgée à la recherche de l'intégration européenne et elle est composée avec la plupart des États européens avec l'exception de la Biélorussie, le Kazakhstan et l'État de la Cité du Vatican, exclus par ses régimes politiques incompatibles avec les principes de la permanence au lui.*

## Sujet A

---

Conflit Russie-Ukraine: les mesures pour  
contrecarrer le possible déclin  
macroéconomique dans l'Union Européenne

---

*Par: Regina de Orta Pando  
Mariana Zistecatl Espinosa  
Alma Cecilia Belegui Castro Lugo  
Gustavo Santaella González*

## ***Introduction***

L'Ukraine a été divisée en parlant de son identité: l'est soutient dans sa majorité à la Russie avec 46% personnes qui parlent la langue russe, tandis que l'ouest soutient aux relations avec l'Union Européenne (l'UE) en habitant principalement des personnes qui s'identifient comme ukrainiennes. En fait, la Russie ne veut pas laisser son pouvoir sur l'Ukraine et pour cette raison la Crimée a été impliquée. Avec 77% des personnes qui parlent la langue russe, les politiciens criméens ont appelé à la séparation de l'Ukraine par un vote et plus de 90 % des personnes de la Crimée ont voté à abandonner l'Ukraine et joindre la Russie. Donc, Putin a annoncé que la Crimée était maintenant une partie de la Russie. En revanche, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (l'OTAN) a condamné le référendum, à ce sujet l'Union Européenne et les États-Unis ont fait des sanctions envers la Russie. Cependant, une rébellion alimentée par des séparatistes pro-russes a commencé, les rebelles ont pris le contrôle de plusieurs villes de l'Ukraine oriental en avril 2014, en addition les nationalistes russes ont passé à travers la frontière pour les mener selon les Nations Unies. Or, la Russie a évidemment refusé le fait d'envoyer des troupes et des armes sur la frontière. Dû au précédent et à l'importance de l'économie Russe et Ukrainienne pour l'UE, un déclin macroéconomique a pris lieu et pour cela le débat aura une approche à ce qui concerne les conséquences économiques pour toutes les parties impliquées.

## ***Antécédents et contexte***

Tout à long l'histoire, l'économie a eu une place très importante dans le développement des nations, mais elle a adopté une rôle de paix ou de déclin. Il y a des aspects macroéconomiques qui ont aggravé la situation de concurrence économique avec des autres pays de l'UE par le conflit Russie-Ukraine. La macroéconomie étudie « le conduct d'agents économiques comme une valeur ajoutée des nations et leurs relations et réalisations grâce aux avantages commerciales entre eux » (Miranda. F, 2016).

La Russie est un pays européenne avec une surface de 17 millions de km<sup>2</sup> et une tasse de population de 143,7 millions d'habitants (RosStat, 2014). Elle est considérée comme une nation de haute reconnaissance mondiale, mais elle a eu des conflits avec son voisin, une territoire d'importance stratégique, l'Ukraine. Celle-là se trouve au sud-est de l'Europe avec un population environ de 44,291,413 citoyens. Elle est descendant de l'alliance Russe de Kiev, qui a été divisée en trois principautés (Tchernigov, Galich y Vladimir-Wolinski) au cours de siècles IX et XII.

À partir du XIV<sup>e</sup> siècle, les ukrainiens avaient des forts liens avec les russes grâce aux similitudes ethniques, de langue et culturelles, dont ceux-là ont servi pour favoriser à la lutte contre les royaumes féodaux polonaises et lituaniens ou les Tatars de Crimée. De surcroît, grâce à la bonne relation qu'ils avaient, le développement territoriale est arrivé avec les conquêtes faite par l'Ukraine et la Russie. Donc, les deux parties ont recherché un impulse économique et territorial avec l'annexion de Rzecz Pospolita (Lituanie, Pologne, Crimée) à l'Ukraine. Comme la population a été conformée dans sa majorité par chrétiens, en 988 d.C, l'Ukraine a accepté le catholicisme comme la religion officielle. Ensuite, comme preuve de gratitude à la Russie, l'Ukraine a accepté son annexion à celle-là. C'est ainsi comme la Russie a commencé à voir les grandes possibilités et avantages commerciales et de l'extraction de matière première et l'exploitation agricole de blé. Depuis 1654, l'Ukraine a déclaré son indépendance de la Russie et a établi un traité d'alliance militaire avec Moscovia. Alors, en 1707 le Khanat de Crimée, lieu qui connecte plusieurs point commerciales, était annexé un autre fois comme propriété de celle-là et l'Ukraine a été envahie par le Tsar Pedro I.

D'après, avec le début de la Première Guerre Mondiale (1914) ainsi comme le soulèvement de la population envers le tsarisme russe et la Révolution Russe de 1917. Le nouveau gouvernement russe, avec le triomphe des bolcheviks dirigé par Lénine, a approuvé le développement des Koulaks (terres propres d'un ensemble de citoyens pour son exploitation), et l'entrée d'un communisme dégénéré. Avec la mort de Lénine, Joseph Stalin est arrivé au pouvoir et il adopterait les mesures proposées par Trotski, comme l'abolition du capitalisme. Avec les tentatives de séparation ukrainiennes précédents, a surgi l'idée de: « La séparation comme un droit, mais la fédération comme un devoir » (Trotski, 1928). Alors, l'Ukraine a participé lors du Premier Congrès des Soviets où il s'est approuvé la fondation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Pendant le période entre guerres en 1922, la Russie a promu l'industrialisation et l'application des Koulaks dans l'Ukraine, mais aussi l'exploitation de la péninsule de Crimée. La population et l'administration en Ukraine n'était pas contente avec toutes les décisions que la Russie avait appliqué dans la Crimée et elle a essayé une séparation, mais la Russie a commencé à faire des purges et a utilisé le terrorisme pour contrôler la population. Les rétentions ont augmenté et la crise agricole c'est devenue pire, donc la Russie a décidé de faire des mesures drastiques pour lutter contre quelque tentative de rébellion, cette période de décline a été appelé « Holodomor ou l'Holocauste Ukrainienne » et il a pris lieu pendant 1932-1935.

En 1941 les nazis ont envahi l'Ukraine, mais la Russie comme membre du cadre des pays alliés a participé à faveur de la libération de celle-là. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, le trafic d'armes avait augmenté et les membres alliés besoin d'ouvrir plus routes d'exportation. En outre, la Russie a demandé des moyens de production pour niveler les frais financiers investis dans la guerre. Pendant la post-guerre, Staline a réussi d'unifier l'Ukraine et des autres nations ont cru que l'Ukraine avait été complètement à faveur du mouvement soviétique, ce qui complique l'économie des pays capitalistes. Encore, comme une stratégie politique utilisée par les pays alliés, l'Ukraine a participé comme un État indépendant sur la création de l'ONU (Organisation des Nations Unies) et par raisons multiples la Russie a décidé de livrer une autre fois à l'Ukraine la péninsule de Crimée immédiatement depuis du « Discourse Secrète » d'état entre Staline et Nikita Khrushchev, dont ils ont accordé que celle-là devrait être partie de l'Ukraine comme une manière d'établir un point moyen avec l'Europe et l'Asie.

Deuxièmement, en 1985, le président Mikhaïl Gorbatchev a fait une série de réformes qui ont provoqué la génération des groupes communistes ukrainiennes d'opposition qui étaient en contre d'être reconnus comme un nation indépendant. Puis, avec la désintégration de l'URSS et la renonciation de Gorbatchev en 1991, il y avait des échanges géopolitiques comme la libération d'Ukraine et 14 ex-républiques soviétiques en 1992. Plus tard, l'Ukraine a signé le traité de Budapest et elle a essayé de créer un nouveau système politique et économique, qui a questionné les futurs relations avec la Russie et l'Europe oriental-occidentale.

Le conflit de séparation Russie-Européenne a provoqué un dilemme pour l'Ukraine parce qu'elle devait choisir entre établir des liens avec la Russie ou l'UE. C'est pour ça que beaucoup de nationalistes ukrainiennes ont décidé d'accepter le bloc européenne et le système capitaliste, culturel et politique, ainsi comme le soutien à la démocratie. En revanche en 2004, avec la Révolution Orange, la Russie a renforcé les relations d'aide et de coopération avec l'Ukraine et elle a proportionné des moyens pour la survivance de celle-là après la catastrophe de Tchernobyl. En 2008, la Russie a commencé à prendre des mesures militaires pour faire pression sur l'Ukraine, alors la suspension de l'alimentation du gaz naturel, le trafic commercial, etc. En 2013, « le gouvernement ukrainien a annoncé qu'il ne signera pas l'accord d'association avec l'UE... » (Schmit. M, 2015). C'est pourquoi beaucoup de personnes ont commencé à protester contre le mouvement présidentiel dans la place de Kiev, mais le gouvernement a refréné la lutte en résultant la mort d'un grand nombre d'Ukrainiens. Les politiciens ont enlevé Viktor du pouvoir et ont appelé d'autres élections présidentielles. C'est ainsi comme Petro Poroshenko qui a soutenu la manifestation a été voté président en mai 2014. Finalement, comme l'Ukraine est divisée entre et la région orientale et occidentale, il y avait

une série de disputes et jusqu'à aujourd'hui le conflit s'est empiré en faisant emphasis aux aspects économiques et aux dommages commerciales parmi la Russie, l'Ukraine et l'UE.

### *Devéveloppement*

D'ailleurs, l'Ukraine est le troisième exportateur de blé et maïs du monde et la Russie fournit une quatrième partie des nécessités européennes de gaz dans sa majorité à travers des gazoducs qui traversent l'Ukraine. Selon David Dalton, éditeur de l'Europe de l'Est de l'Unité d'Intelligence de l'Hebdomadaire Britannique « The Economist » : « La Russie et l'Occident sont très interconnectés. La Russie dépend de ses revenus d'hydrocarbures. Pour sa part, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont exhibé une position avec une majeure disposition de négocier grâce à la dépendance allemande au gaz russe et aux intérêts financiers russes administrés par la ville de Londres. En addition nous pouvons mentionner le maïs et le blé » (Dalton, D. 2014). Or, en cas que le suministro de gaz soit coupé, l'Allemande qui est la majeure consommatrice de gaz provenant de la Russie, a une capacité rassemblée de gaz pour couvrir deux mois de demande. « L'Union Européenne est dans une situation très fragile, dont elle n'a pas besoin de pressions inflationnistes associées aux prix des aliments comme avant de l'éclatement financier de 2008. Une perturbation des approvisionnements de gaz à l'Europe serait également inquiétante. Il suffit que la menace existe. Si la crise s'approfondit, l'impact serait global » (Dalton, D. 2014).

### *Conséquences économiques*

Il y a trois situations très importantes telles que: la difficulté de sauver à l'Ukraine de sa situation économique actuelle; la dépendance de la Russie en parlant de ses ventes de gaz et de pétrole à l'Europe; et la dépendance de l'Europe au pétrole et au gaz de la Russie.

La première établit que selon le Fond Monétaire International (FMI), le PIB de l'Ukraine aura une croissance moyenne potentielle annuelle attendue pour la période 2013-2017 de 1.4% en faisant emphasis que ça c'est 5.3 points en pourcentage moins que dans la période 2003-2007. En septembre 2013, son déficit extérieur courant a atteint -8,3 % du PIB, ses réserves de divisées sont tombées au-dessous de 2,5 mois d'importation, sans raconter qu'elle doit 3.000 millions de dollars à *Gazprom* qui est le premier producteur et exportateur de gaz russe dans le monde. Pour les raisons mentionnées le précédent, ses nécessités de

financement extérieur oscillent entre 25.000 et 35.000 millions de dollars, ayant besoin d'un sauvetage pour éviter la suspension de paiements, donc, c'est très cher pour l'UE de sauver à l'Ukraine.

La deuxième dit que près de 50 % des revenus fiscaux totales du budget de la Russie sont générés par ses exportations de pétrole et de gaz au reste du monde. Le pétrole et le gaz supposent aujourd'hui 70 % de ses exportations totales, dont la moitié est destinée à l'Europe. En conséquence, son budget national dépend du marché européen qui est le plus grand acheteur de ses exportations énergétiques. Selon le FMI, le prix du pétrole et du gaz souffrira une chute lente proche à 20 %, parmi 2013 et 2018 ce qui va réduire ses revenus et son revenu par habitant. Aujourd'hui, la différence entre les taux de croissance réels et potentiels de la Russie est pratiquement zéro, après d'avoir fonctionné très proche de sa capacité totale de production. Cela signifie qu'elle ne pourrait pas stimuler son économie parce que son taux d'inflation augmenterait remarquablement, en produisant une dévaluation de son taux de change. Finalement, ses sorties de capitaux ont augmenté envers l'Europe et se sont accélérés avec la crise en Ukraine, ce qui a désaccouplé la valeur du rouble du prix du pétrole.

La troisième est celle de l'importation d'un peu plus d'un tiers de la production totale de gaz (32 %) et de pétrole (35 %) de la Russie à l'Europe. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la dépendance moyen du pétrole et du gaz de l'UE est de 60 % et elle pourrait arriver à 80 % en 2035. En outre, la dépendance relative à l'approvisionnement du gaz de *Gazprom* en parlant du pourcentage à la consommation est la suivante: La Finlande, la Biélorussie, la République Tchèque et la Bulgarie (100 %), la Serbie (95 %), la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine et la Moldavie (85 %), la Pologne et la Slovaquie (80 %) l'Estonie (75 %), la Grèce (70 %), l'Autriche (68 %), la Turquie (65 %), la Hongrie (60 %) l'Ukraine (55 %), l'Allemagne (48 %), l'Italie (28 %), la France (19 %), la Roumanie (18 %), le Royaume-Uni (15 %), la Suisse (8 %) et la Hollande (5 %).

En résumé, pour l'UE c'est très cher de sauver à l'Ukraine, ne pas avoir gaz russe et en conséquence introduire des approvisionnements alternatives, et c'est nécessaire de considérer que les banques de l'UE ont une position de créancière élevée en face de la Russie.

### ***Des autres faits économiques***

En janvier 2016, l'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union Européenne a pris lieu, mais Moscou a craint de voir son marché profondément inondé par beaucoup de produits européens. Néanmoins, l'accord d'association a comme objectif de lever les barrières douanières et réorienter son économie vers le marché européen pour améliorer la situation dans

l'Ukraine. Or, la Russie n'est pas d'accord avec l'accord, donc elle a décidé de fermer ses frontières aux marchandises ukrainiennes. La Russie a imposé des tarifs et un embargo alimentaire à l'Ukraine comme réponse à l'entrée en vigueur de l'accord de libre commerce, en signifiant la terminaison du traité de libre commerce parmi l'Ukraine et la Russie, dont l'Ukraine se bénéficie depuis 2011 ainsi comme plusieurs pays de l'ex Union soviétique. Cette suspension suppose non seulement le pas à un régime commercial bilatéral standard, mais aussi la suppression d'une série de préférences dans des domaines tels que: la migration, les services et les investissements. La seule exportation en Ukraine qui n'est pas grevée par des tarifs est le gaz dans un état gazeux. Les autorités russes avaient remarqué que les mesures en contre de l'Ukraine seraient prises en cas de ne pas trouver un accord inaliénable avec Kiev et Bruxelles qui débarrassait les préoccupations de Moscou devant une inondation éventuelle du marché russe par des marchandises européennes à travers du territoire ukrainien. Selon les autorités russes, le nouveau régime commercial avec l'Ukraine n'occasionnera pas une grande diminution à l'économie du pays, puisque les approvisionnements russes qui sont mises à veto par Kiev seront acheminées au marché interne ou aux marchés des pays tiers. C'est important de mentionner qu'après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie, en mars 2014, les échanges commerciaux Russes-Ukrainiens sont tombés: le commerce bilatéral a diminué 29,6 % en comparaison au rapport de l'année antérieure et dans les 10 premiers mois de 2015 les échanges sont tombés à la moitié.

### ***Les positions***

Actuellement, le gouvernement russe a accepté qu'il n'est pas à faveur de maintenir un conflit avec des nations occidentales, mais il a demandé que l'Ukraine et la péninsule de Crimée revient à leur « maison » parce qu'ils considèrent que le gouvernement a soutient l'idée que la population russe qu'y réside devrait être gardé par le gouvernement. Alors, les aspects historiques ont été utilisés comme arguments pour faire face à la situation. D'une autre manière, le président russe, Vladimir Putin, est à faveur des négociations avec la France et les Pays Bas et il a ratifié qu'il n'a pas l'initiative d'appliquer les réformes faites par l'URSS, mais il croit que la population russe qui réside dans la Crimée a le droit de demander au gouvernement de l'Ukraine de rétablir le respect aux citoyens russes. Puis, avec les sanction imposées par l'UE, la Russie a eu une chute de 3.7% du PIB, donc le pays a décidé qu'il ne lèvera pas les blocages dans les routes commerciaux et qu'il augmentera les taxes d'exportation de pétrole à l'Ukraine. Ensuite, Vladimir a dit d'une manière direct la position de la Russie: « L'Ukraine n'est pas

encore un État ! Ce qui est de l'Ukraine ? Partie de son territoire est Europe de l'est, mais partie – une partie considérable – était doué par nous ! » (Putin. V, 2014).

Le gouvernement de l'Ukraine a accusé la Russie d'essayer de provoquer un conflit majeur à la zone. Le président actuel de l'Ukraine, Petro Porochenko, a dit que Vladimir Putin doit retirer les troupes russes de la Crimée et que l'Ukraine préservera ses territoires et ils combattront pour maintenir son indépendance de la Russie. Porochenko a essayé de solutionner le problème en faisant des réunions personnelles avec Putin, mais elles n'ont pas été très efficaces. Alors, l'Ukraine a mis ses forces armées en état d'alerte et prêtes pour combattre en cas d'une possible attaque russe.

D'une autre côté, depuis l'occupation russe, des dizaines de milliers de personnes ont laissé la Crimée, avec estimations dans les limites de 40,000 à 60,000. Les résultats d'une enquête par la signature allemande GfK, publiés en février, ont montré que 82% des résidents de la Crimée ont appuyé l'annexion, bien que des fortes pressions et restrictions en contre de la liberté d'expression affectent la fiabilité de tel sondage. Les autorités d'occupation ont continué de poursuivre les membres de la minorité ethnique Tatars de la Crimée, qui ont affronté la persécution politique et la discrimination depuis l'invasion. Les médias des Tatars ont été annulés, et quelques affaires privées des Tatars de la Crimée ont été arbitrairement fermées par des fonctionnaires ou incendiés par des attaquants non identifiés. La communauté internationale n'a pas beaucoup d'accès à la Crimée, puisque les autorités russes ont nié et ont limité des voyages faits par les représentants de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération dans l'Europe), des Nations Unies, et du Conseil de l'Europe. Le président de l'Ukraine a juré de revenir la péninsule au contrôle ukrainien, bien qu'il n'ait pas présenté un clair plan d'atteindre cela. Sous le système administratif établi par la Russie, la Péninsule de Crimée est divisée en République de la Crimée et la Ville Fédérale de Sébastopol. Les autorités russes n'ont pas permis aux résidents de la Crimée de participer dans les élections ukrainiennes présidentielles et parlementaires soutenues en mai et octobre 2014, ou dans les élections municipales ukrainiennes en octobre 2015. Les autorités russes utilisent l'intimidation et le harcèlement pour éliminer n'importe quelle opposition publique par l'annexion de la Russie en Crimée. Les partis politiques ukrainiens ne sont pas capables de travailler, et les Tatars sont l'unique groupe qui a ouvertement continué de s'opposer à l'occupation russe et a affronté une persécution politique considérable. Toutes les décisions politiques principales sont faites à Moscou et exécutées par les représentants en Crimée du président russe. Sous le mandat de Moscou, la Crimée est soumise au système russe judiciaire, qui manque de l'indépendance et

est dominé par le pouvoir exécutif. Les autorités d'occupation russe ont essayé d'obliger des résidents de la Crimée à accepter la citoyenneté russe et livrer ses passeports ukrainiens.

Depuis mars 2014, l'UE a progressivement imposé un ensemble des mesures restrictives en réaction à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée de l'Ukraine. Le sommet UE-Russie a été annulé et les États membres de l'UE ont décidé de ne pas tenir des sommets bilatéraux périodiques. En conséquence de la politique de non-reconnaissance par l'UE de l'annexion illégale de la Crimée, le Conseil de l'Europe a imposé d'importantes restrictions en matière de relations économiques avec la Crimée et Sébastopol. Ces mesures comprennent une interdiction des importations de marchandises en provenance de ceux-là qui a été imposée en juin 2014. En mars 2015, les dirigeants de l'UE ont décidé d'aligner le régime de sanctions en vigueur sur la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk, qui était prévue pour la fin décembre 2015.

Ces mesures restrictives ont pour effet: de limiter l'accès aux marchés primaire et secondaire des capitaux de l'UE pour cinq grandes institutions financières russes détenues majoritairement par l'État et pour leurs filiales établies en dehors de l'UE dans lesquelles elles détiennent une participation majoritaire, ainsi que pour trois grandes entreprises russes du secteur de l'énergie et trois entreprises du secteur de la défense; d'imposer un embargo sur les exportations et les importations d'armes; d'interdire l'exportation des biens à double usage destinés à une utilisation militaire ou à des utilisateurs finals militaires en Russie; de restreindre l'accès de la Russie à certains services et technologies sensibles pouvant être utilisés pour la production et l'exploitation pétrolières. Plus de 921,000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et plus de 524,000 ont migré à la Fédération Russe après l'annexion de la Crimée. Le Conseil de l'Europe exhorte aux parties du conflit à respecter les droits de l'homme et la loi internationale humanitaire, donner aux acteurs humanitaires l'accès à toutes les zones du conflit et garantir le droit de toutes les personnes déplacées de revenir avec la sécurité complète. En particulier, il demande à la Fédération Russe à s'abstenir de déstabiliser l'Ukraine et de financer et militairement d'appuyer aux groupes illégaux armés, et d'utiliser son influence sur ceux-ci pour les faire respecter et mettre en pratique les accords de Minsk.

---

## *Bibliographie*

1. BBC Mundo. (2014). *Las consecuencias económicas del conflicto entre Ucrania y Rusia*. Recherché le 22 décembre 2016 de BBC Mundo. Site web: [http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/03/140304\\_economia\\_conflicto\\_rusia\\_ucrania\\_en](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/03/140304_economia_conflicto_rusia_ucrania_en)
2. Connaissance des énergies. (2016). *Gazprom*. Recherché le 22 décembre 2016 de Connaissance des énergies. Site web: <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/gazprom>
3. Conseil de L'Europe. (2015). *Conflit dans le sud-est de l'Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de COE. Site web: [http://www.coe.int/fr/web/portal/news-2015/-/asset\\_publisher/9k8wkRrYhB8C/content/conflict-in-south-east-ukraine](http://www.coe.int/fr/web/portal/news-2015/-/asset_publisher/9k8wkRrYhB8C/content/conflict-in-south-east-ukraine)
4. Conseil de l'Union Européenne. (2014). *Mesures restrictives de l'UE en réaction à la crise en Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de CUE. Site web: <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ukraine-crisis/>
5. El Observador. (2016). *Rusia suspende libre comercio con Ucrania*. Recherché le 22 décembre 2016 de El Observador. Site web: <http://www.elobservador.com.uy/rusia-suspende-libre-comercio-ucrania-n714311>
6. El País. (2014). *Consecuencias económicas del conflicto Rusia-Ucrania*. Recherché le 22 décembre 2016 de El País. Site web: [http://economia.elpais.com/economia/2014/04/04/actualidad/1396630303\\_426619.html](http://economia.elpais.com/economia/2014/04/04/actualidad/1396630303_426619.html)
7. France diplomatie. (2015). *Présentation de la Russie*. Recherché le 23 décembre 2016 de Gouvernement Français. Site web: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/presentation-de-la-russie/>
8. Freedom House. (2016). *Freedom in the world: Crimea*. Recherché le 23 décembre 2016 de Freedom House. Site web: <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/crimea>
9. Guía del Mundo. (2011). *Ucrania, historia*. Recherché le 23 décembre 2016 de Guía del Mundo. Site web: <http://www.guiadelmundo.org.uy/cd/countries/ukr/History.html>
10. Gómez. F. (2015). *Rutas Comerciales de Crimea*. Recherché le 23 décembre 2016 de Flavia Franco. Site web: <https://flaviafranco.wordpress.com/tag/rutas-comerciales/>

11. Kelley. M. (2014). *Read This Statement, And You'll Understand How Putin Sees Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de Business Insider. Site web: <http://www.businessinsider.com/russian-stance-on-ukraine-2014-3>
12. La Tribune. (2014). *Ukraine, "la position de la Russie est juste, les Européens le voient"* (Putin). Recherché le 23 décembre 2016 de La Tribune. Site web: <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20140525trib000831697/ukraine-la-position-de-la-russie-est-juste-les-europeens-le-voient-Putin.html>
13. La Banque Mondiale. (2016). *Ce que nous faisons*. Recherché le 23 décembre 2016 de BM. Site web: <http://www.banquemondiale.org/fr/about/what-we-do>
14. La Banque Mondiale. (2015). *Ukraine Recovery and Peace-building Assessment*. Recherché le 23 décembre 2016 de La Banque Mondiale. Site web: <http://documents.worldbank.org/curated/en/879011468188335375/pdf/96487-REPLACEMENT-FILE-WP-v1-Box391453B-PUBLIC-RPA-A4-Vol1-Eng-Web.pdf>
15. Le Fond Monétaire International. (2016). *Rapport annuel 2016 du FMI*. Recherché le 23 décembre 2016 de FMI. Site web: [http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/ar/2016/pdf/ar16\\_fra.pdf](http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/ar/2016/pdf/ar16_fra.pdf)
16. Le Fond Monétaire International. (2015). *About the IMF*. Recherché le 23 décembre 2016 de FMI. Site web: <http://www.imf.org/external/about.htm>
17. L'Organisation Mondiale du Commerce. (2001). *A propos de l'Organisation*. Recherché le 24 décembre 2016 de OMC. Site web: [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/thewto\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/thewto_f.htm)
18. L'Organisation Mondiale du Commerce. (2016). *Summary: Ukraine*. Recherché le 23 Décembre 2016 de OMC. Site web: [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/s334\\_sum\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s334_sum_e.pdf)
19. L'Union Européenne. (2015). *RUSSIA – UKRAINE CONFLICT*. Recherché le 23 décembre 2016 de l'UE. Site web: [http://eeas.europa.eu/archives/delegations/council\\_europe/documents/20150417\\_01\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/delegations/council_europe/documents/20150417_01_en.pdf)
20. Miranda F. (2016). *Economía*. Recherché le 23 décembre 2016 de Tecnológico de Monterrey. Site web: <https://drive.google.com/file/d/0B-MIGiZYkV7-VFc5dVVsOFhsYWM/view>
21. Norman, L. (2016). *Ukraine Crisis Talks Pushed by French and German Foreign Ministers*. Recherché le 23 décembre 2016. Site web:

<http://www.wsj.com/articles/ukraine-crisis-talks-pushed-by-french-and-german-foreign-ministers-1472833017>

22. Pond, E. (2015). *Germany's Real Role in the Ukraine Crisis*. Recherché le 23 décembre 2016. Site web: <https://www.foreignaffairs.com/articles/eastern-europe-caucasus/germany-s-real-role-ukraine-crisis>
23. RFI. (2016). *Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de RFI. Site web: <http://www.rfi.fr/europe/20160101-union-europeenne-ukraine-accord-libre-echange-russie>
24. Roche, A. (2016) *Germany, Poland and France call for more efforts to end Ukraine crisis*. Recherché le 23 décembre 2016. Site web: <http://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-germany-idUSKCN113001>
25. S.I. (2014). *Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de infoplease. Site web: <http://www.infoplease.com/country/ukraine.html>
26. Schmit.M. (2015). *La crise en Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de La revue géopolitique. Site web: <http://www.diploweb.com/La-crise-en-Ukraine.html>
27. Smith, L. (2015). *Ukraine crisis: 'Last chance' for peace says Hollande*. Recherché le 23 décembre 2016. Site web: <http://www.bbc.com/news/world-europe-31185027>
28. Taboola. R. (2015). *La posición de Rusia frente a Ucrania*. Recherché le 23 décembre 2016 de Sputnik News. Site web: <https://mundo.sputniknews.com/politica/201504271036838321/>
29. Thieme. D. (2014). *A Brief History of Conflict in Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016 de USNI News. Site web: <https://news.usni.org/2014/03/11/brief-history-conflict-ukraine>
30. Winston, S. (2015). *French President Hollande calls for broader autonomy for E.Ukraine*. Recherché le 23 décembre 2016. Site web: <https://www.rt.com/news/230251-ukraine-plan-autonomy-hollande/>
31. Yekelchyk.S. (2014). *The Ukrainian Crisis: In Russia's Long Shadow*. Recherché le 23 décembre 2016 d'ORIGINS. Site web: <http://origins.osu.edu/article/ukrainian-crisis-russias-long-shadow/page/0/1>

## *Glossaire*

---

### **A**

**Approvisionnement:** ces sont le subministres qu'un pays ou une organisation ont. Alors, ceux-là se réfèrent à l'action de fournir des produits limités nécessaires pour le développement économique

### **B**

**Barrières douanières:** ils sont des règles établies par un gouvernement qui se concentre dans la régulation d'exportation et d'importation d'un pays à l'autre. Ils sont considérées comme des bureaux d'État qui enregistrent l'entrée de personnes aux différents pays.

**Budget:** il est l'ensemble d'information qu'une région ou un pays fait dans lequel il y a une description annuelle de tous les moyens, les dépenses d'État et des autres établissements publics.

### **C**

**Cadre:** ce qui limite une action.

### **D**

**Decline:** fait de réduire en parlant de l'importance de quelque chose.

**Dilemme:** raisonnement dans lequel deux prémisses contraires se finissent par une même conclusion.

**Domage:** dégradation de quelque chose.

### **E**

**Échange géopolitique:** se réfère aux échanges commerciales en prenant en compte l'ubication de chaque pays.

### **F**

**Féodaux:** relatifs au système social et politique fondé sur l'institution du fief.

**Fédération:** regroupement de plusieurs clubs, sociétés, syndicats, sous une autorité commune.

**Fournir:** pourvoir de choses nécessaires pour faire une autre chose.

## **G**

**Gazeux:** qui se réfère à la nature du gaz.

## **I**

**Institutions Financières:** une institution publique ou privée, avec le but d'assurer une mission économique ou financière et qui fournit des services financiers à ses clients.

**Investissements:** fait de placer des capitaux dans une entreprise.

## **L**

**Lutte:** affrontement.

## **M**

**Matière première:** des éléments qui viennent directement de la nature.

**Mikhaïl Gorbatchev:** ex-dirigeant de l'Union soviétique et homme politique.

## **P**

**Persécution:** l'action de persécuter.

**Principauté:** état indépendant dirigé par un souverain.

**Purges:** l'action de purger.

## **R**

**Rétention:** fait de retenir.

**Refréner:** contenir.

## **S**

**Saisie-arrêt:** aussi appelée saisie sur salaire, permet à l'employeur d'obtenir et retenir, une partie des rémunérations d'un débiteur salarié.

**Sondage:** mesurer certain action.

## **T**

**Taux:** montant d'un prix réglementé.

## **Sujet B**

---

La restriction de la liberté de la presse par le gouvernement hongrois et les conséquences idéologiques et sociales occasionnées dans l'Union Européenne

---

*Par: Regina de Orta Pando  
Mariana Zistecatl Espinosa  
Alma Cecilia Belegui Castro Lugo  
Gustavo Santaella González*

## ***Introduction***

En prenant en compte les valeurs de l'Union Européenne (l'UE) qui ont été inclus dans le traité de Lisbonne: la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. L'Union Européenne a essayé d'être un leader mondial dans la liberté de presse, mais il y a des défis des États membres qui ont la diffamation criminelle et des lois de blasphème et ont présenté des mesures de contre-terrorisme, y compris la surveillance massive. L'UE a fait l'impératif de la liberté de la presse dans les négociations avec des pays candidats à l'Union, mais a été accusée du manque de prise d'actions fortes quand les États membres ne respectent pas leurs engagements de la liberté de la presse. Selon un rapport présenté par le Commissioner des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, depuis 2010, la Hongrie a modifié sa Constitution cinq fois et elle a passé environ 600 lois (Muižnieks, N. 2014). Avec l'implémentation de « l'Acte Médiatique et l'Acte de la Liberté de la Presse » qui est composé de 230 articles et qui implémente en Hongrie un nouveau système pour contrôler la presse en incluant la supervision de tout le contenu des publications en ligne en faisant pleine importance à la surveillance de l'internet, l'Union s'est devenue pleinement concerné par le sujet en question. Le nouveau système s'est devenu un symbole majeur de ce que se passait mal en ce qui concerne aux libertés de la presse à l'intérieur de l'UE. Comme Miklós Haraszti, un militant des droits de l'homme hongrois et un ancien représentant de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération de l'Europe) sur la liberté des médias, a dit: « La intolérante gouvernance de Viktor Orbán est la représentation de la négation des valeurs démocratiques européennes et l'ensemble d'un air de propagande anti-européen fort » (Haraszti, M. 2015).

## ***Antécédents***

La liberté d'expression est « le droit d'exprimer librement ses opinions, fait partie des libertés fondamentales » (Audrey, 2015). Ce droit, aujourd'hui, est affecté fortement dans le territoire européen avec la violation à la liberté des médias en Hongrie, chose qui s'est devenue un environnement hostile pour les membres de l'UE. La Hongrie se trouve dans la région central de l'Europe, étant qu'elle occupe le 1% du continent et s'est conformée par une population d'environ 10, 085, 000 citoyens. L'histoire d'oppression de la presse derrière ce pays commence à partir de la création d'un système théocratique romaine qui soumettait aux citoyens à obéir et à se taire. Plus tard, le développement et les relations sociaux avec la population des pays voisines a augmenté de sorte qu'elle s'est adaptée à toutes les politiques sociales établies par ses partenaires commerciaux. Puis, la Hongrie a adopté le christianisme

comme sa religion officielle pour survivre au royaume chrétien de ce temps avec l'objectif de faire une expansion commerciale. Les mesures implémentées le précédent ont été faits pendant l'époque de transition gouvernemental Árpád - Habsbourgs. Ceux-ci, comme un régime monarchique, ne permettaient l'évolution de la liberté d'expression. Le pays a toujours considéré dangereux une perturbation anti-gouvernemental ou un conflit sociale, donc, pendant les périodes entre 1686 et 1780, le gouvernement précédent aux Habsbourgs a développé une série de lois pour se protéger d'une possible rébellion ou certain soutien aux turques dans la guerre contre l'empire ottoman. À ce moment-là, le premier attentat à la liberté d'expression avait commencé avec l'excuse d'une affectation à la religion chrétien. Le roi, Matías I, a interdit l'entrée de quelque informateur de la situation actuelle du pays et la bataille du Mohács parmi la Hongrie et la Turquie. Quand le conflit a fini avec la hausse des Habsbourg au gouvernement, la situation a amélioré dans certains côtés, mais elle s'est devenue pire en ce qui concerne la liberté d'expression.

Avec la *Déclaration Universel des Droits de l'Homme*, les règles de conduct que l'Europe devrait suivre ont été faits, en incluant le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Au contraire, les autorités en Hongrie n'étaient pas d'accord avec l'absolutisme illustre et la bourgeoisie a essayé de réaliser son indépendance avec l'aide d'István Széchenyi. Donc, en 1830, la révolution de Pest avait commencé, mais la répression est arrivée. Le Monarque Francisco Jose I, avec l'aide du Tsar Russe, ont opprimé la propagande contre la nation et le pays s'est devenu la nouvelle Autriche-Hongrie. Pendant un petit temps, le pays s'est développé et Francisco Fernando I, le successeur, a décidé d'améliorer la situation avec la population en colère, donc les négociations politiques ont eu lieu dans le XIX siècle et le constitutionnalité était en train de se récupérer étant administrée par les austriques.

Au début de la Deuxième Guerre Mondial, les hongrois se sont battus à faveur des allemands, mais en 1944 ceux-là ont essayé de se retirer de la guerre. Plus tard, les allemands en sachant la situation ont occupé le pays et le communisme a augmenté et les communistes ont gouverné le pays de 1945 à 1989. Depuis que la Hongrie a retrouvé toute son indépendance en 1989, la politique s'est devenue stable, la liberté a été regagnée et les médias ont commencé à perdurer fortement. Cependant, grâce à l'occupation que l'URSS avait pendant le dernier conflit militaire, le socialisme régnait dans les différents secteurs de la population, dont l'effet a attiré aux groupes conservateurs et ils ont généré une situation de tension parce qu'il y avait des différences parmi les groupes libéraux et les conservateurs. Après, le changement du communisme à la démocratie a joué un rôle important pour la presse. Néanmoins, la Hongrie s'est devenue membre de l'Union Européenne en 2004 et le pays commençait à adopter les

mesures de respect et de liberté de l'UE d'accord aux intérêts de tous. Ensuite, en chaque changement gouvernemental de la Hongrie, les conditions de la liberté de la presse représentaient un sujet complexe à gérer.

À posteriori, déjà entré en vigueur le nouveau régime, la Hongrie a créé la Constitution de 1949 avec le fin de maintenir l'ordre de la nation et pour fournir une identité de appartenance à la population. Mais celle-là est basée sur la Constitution Soviétique de 1936, dont la presse, la religion et l'assemblée, étaient limitées. D'après un débat trop fort, le pays a décidé de changer envers un République démocratique. C'est nécessaire de mentionner que la Constitution a donné le pouvoir législatif le benefit de contrôler l'exécutif, en établissant un système de multipartisme. Depuis 1989, celle-là a eu plusieurs de modifications constitutionnelles. Dans les élections de 2010, le nouveau gouvernement régi par Victor Orbán a fait une modification très importante sur le sujet de la liberté de la presse. Le 1 janvier, 2011 est entré en vigueur un nouveau corp s'appelle « Autorité nationale des médias et de la communication (NMHH) », responsable de contrôler les messages des médias et de l'application des sanctions économiques jusqu'à 35,000 - 730, 000 euros et de peines de prison à reporters, entreprises ou chefs de périodiques pour la promotion de contenu qui va en contre de « l'intérêt public, de la moralité commune et de l'ordre national » (Amnesty International, 2015).

### *Contexte*

Jusqu'à aujourd'hui, le problème en Hongrie a principalement quatre situations: le cadre judiciaire, le paysage médiatique, l'avenir de la télévision et l'invasion de divertissement dans les médias. La première établit que le cadre judiciaire du journalisme de l'actualité a des faiblesses car dans le code pénal les journalists sont aussi responsables de la publication de propos diffamatoires par le public et non seulement de ce qu'ils disent. La deuxième a été toujours caractérisé par le pluralisme, or il reflète et représente les divisions de la classe politique dans les publications de l'actualité. La troisième dit que l'avenir de la télévision et de la radio est incertain puisque c'est très difficile d'assurer qu'elles puissent survivre à toute la concurrence des chaînes privées. La quatrième considère qu'avec le divertissement des médias, l'information de qualité est en train de disparaître, en ayant nombreux de citoyens ignorants dans le pays. En Hongrie, il y a plus de 200 stations de radio de différentes sortes, mais un grand nombre parmi elles ont une programmation réduite et concentrée au divertissement.

### *Développement*

D'un autre côté, quand un candidat veut entrer à l'UE, elle est très spécifique et exigeante en parlant de la liberté de la presse, mais le contrôle sur les États qui sont déjà membres n'est pas aussi exigeante. Il y a un organisme fondé en 1981 qui s'appelle, le *Comité pour la protection des journalistes* (CPJ), qui est en charge de la supervision de la liberté de la presse dans le monde. Ce comité a fait un rapport intitulé « Exercice d'équilibre : La liberté de la presse menacée alors que l'UE peine à se montrer à la hauteur de ses valeurs », où il se concentre dans l'actuelle situation des médias dans l'UE. Le rapport établit que la Commission européenne n'a pas réussi de contrôler et gérer la crise en Hongrie. Selon le rapport, la liberté de la presse se trouve détériorée dans beaucoup de pays membres de l'UE après leur adhésion. En 2004, quand la Hongrie a rejoint l'UE, celle-là était 28ème dans le classement de la liberté de la presse de *Reporters sans frontières*, mais dix ans après, elle s'est située dans le 64ème rang. Dans le rapport, l'organisme a analysé la manière dans laquelle les médias d'état se transforment en propagande, comme la publicité est utilisée pour punir et récompenser aux personnes à la convenance de Viktor Orbán et comme les journalistes indépendants ont été tristement marginalisés donc ils ne peuvent pas investiguer et enquêter librement les cas de corruption dans le pays, en disant qu'il y a un attaque aux journalistes et aux valeurs fondamentales de l'UE où il n'y a pas une réaction de la part de l'UE pour contrecarrer ce qui se passe en Hongrie.

Alors, c'est important de mentionner que selon le *Centre de Fondation Européen de Brussels*, l'UE fonds le 97% de l'investissement public en Hongrie. À un briefing 2014, la Fondation a établi le suivant: « Avec la corruption et la mauvaise gestion et administration des institutions, les institutions européennes et la Cour des Comptes européenne devraient assurer que les fonds publics soient correctement employés » (Centre de Fondation Européen de Brussels, 2014). Mais tous les fonds ne se sont pas arrêtés, car en septembre 2014, 21.9 millions d'euros ont été donnés comme des fonds structureaux et d'investissement de l'UE envers la Hongrie pour le période 2014-2020, sans un résultat positif sur le respect pour la liberté de la presse. C'est pour cette raison qu'il y avait un procédure d'infraction par la Commission européenne, mais selon une mission de CPJ qui a été réalisée en octobre 2014, l'autocensure dans des médias soutenus par le gouvernement, le copinage dans des médias commerciaux favorables à gouvernement et des attributions publicitaires exigeantes d'état et des règlements fiscaux, étaient encore présents en Hongrie.

### ***La presse et la migration***

Premièrement, depuis les premiers mois du 2015, il y avait environ 150,000 migrants qui ont traversé la Hongrie, et plus de 3,000 rapports de demandeurs d'asile et migrants qui sont arrivés par la Serbie chaque jour. Les autorités qui se trouvent dans les centres de migrants hongrois n'ont pas respecté la liberté de la presse et la sécurité des journalistes qui ont été en essayant de reporter la situation des migrants à la population.

En fait, les autorités en Hongrie ont enfreint la liberté de la presse par des mesures qui ont été prises contre les journalistes. La presse dans le pays a un travail très important pour la transmission de la crise des réfugiés à la société, en donnant beaucoup d'emphasis sur le traitement des demandeurs d'asile. Les droits de la presse sont les suivants: informer sur les conflits dans la frontière hongroise, reporter les conditions des centres de réfugiés et transmettre le traitement des autorités aux demandeurs d'asile, mais ces droits n'ont pas été suivis et respectés. Par ailleurs, le 12 septembre 2015, un journaliste « d'Associated Press » a été obligé à effacer l'enregistrement de l'incident où un officier de la police a été filmé en permettant qu'un chien attaque un demandeur d'asile.

Il y a un point clé où nombreux d'attaques envers les journalistes ont pris lieu qui s'appelle Röszke. Celui-ci est le point de convergence par lequel les migrants sont conduits à un centre d'accueil destiné aux demandeurs d'asile, dont beaucoup de Syriens et Irakiens fuient de la situation de guerre et conflit de leurs pays en fuyant à l'Union Européenne. Un grand nombre de migrants ont franchi illégalement la frontière hongroise depuis le début de l'année 2015 et pour faire face à cet afflux, la Hongrie a créé une clôture de fils de fer barbelés d'un long des 175 kilomètres de frontière avec la Serbie. Le 16 septembre 2015, près de Röszke, les migrants ont essayé de passer la frontière et la police a répondu très violemment envers les journalistes qui ont été battus par des forces de police hongroises dû à que les journalistes étaient en train de traverser la frontière hongroise. Le photographe australien Warren Richardson, le journaliste polonais Jacek Tacik et un journaliste slovaque ont été battus et accusés de passer la frontière de Hongrie-Serbie illégalement. Le président de la Fédération Européenne de Journalists, Mogens Blicher Bjerregaard, a exposé: « C'est incompréhensible de voir un pays de l'Union Européenne comme la Hongrie en violant constamment la liberté de la presse et des droits de l'homme. La Commission européenne et les institutions internationales doivent agir contre ces violations sérieuses, c'est un prérequis pour des États membres de l'Union Européenne de respecter la Charte de l'Union Européenne sur les droits fondamentaux qui expose des normes sur la liberté médiatique et la liberté d'expression » (Blicher, M. 2015).

### ***La censure de l'information***

Selon *Human Rights Watch*, l'information sur les centres des réfugiés est censurée et le gouvernement hongrois décide quel type de journalistes peuvent transmettre l'information, car tout le processus est complètement censuré. C'est ainsi comme la télévision hongroise (MTVA) a la responsabilité de suivre une règle interne pour les éditeurs dans laquelle ils ne peuvent pas montrer des demandeurs d'asile dans la télé.

D'ailleurs, le 8 octobre 2016, le gouvernement hongrois a réussi dans la fermeture du principal quotidien d'opposition dans le pays « Népszabadság ». C'est pour cela que 2,000 personnes ont protesté ce samedi à Budapest en disant que la suspension de sa parution s'agit d'un geste politique. En voyant la situation, le président du pays a toujours été accusé de seulement favoriser les médias qui lui sont favorables. En fait, les journalistes ont découvert qu'ils devraient changer de travail mais ils craignent de ne plus pouvoir travailler sous le mandat de Viktor Orbán. Dû au précédent, tous les partisans de la liberté et de la République démocratique en Hongrie ne peuvent pas exprimer leur opinion et donner l'information nécessaire à la société. Pour cette raison, le Parti de la Gauche Européenne a condamné le gouvernement hongrois anti-démocratique et a exigé la création d'une commission d'enquête de la part du Parlement Européen avec l'objectif d'assurer le respect pour les droits démocratiques, idéologiques et sociaux de l'UE. De plus, le directeur administratif de la Fédération Européenne Humanist a dit à CPJ: « Comme les amis d'Orbán contrôlent une partie significative des médias, le scénario d'un renversement électoral n'est pas évident depuis une grande partie de l'opinion publique est laissée dans l'obscurité » (CPJ, 2014).

### ***Les positions***

Pour commencer, le gouvernement hongrois a eu des problèmes avec l'oppression aux groupes journalistes qui sont en contre de son gouvernement, mais au niveau internationale, ils ont adopté une posture discrète sur sa situation. On doit mentionner que la Hongrie a sa propre loi fondamentale comme les autres pays de l'Union Européenne, il s'appelle la loi fondamentale de la Hongrie. Dans ce loi, il y a d'articles qui défendent les droits d'expression de l'homme, plus spécifiquement l'article 9: « Article 9.1 - Toute personne a le droit d'exprimer son opinion, Article 9.2 - La Hongrie doit reconnaître et défendre la liberté et la diversité de la presse, et doit garantir les conditions de libre diffusion de l'information nécessaire à la formation de l'opinion publique démocratique. » Le parti Fidesz-KNDP qui est en contrôle du gouvernement actuel n'a pas adopté les lois mentionnées le précédent au 100% et c'est pour cela que le sujet

en question a pris lieu, car jusqu'à aujourd'hui le gouvernement de la Hongrie a violé et changé ses lois et elle a réussi en maintenir sa discrétion sur ce qui s'est passé.

D'ailleurs, la France après sa Révolution (1789-1799) s'est tournée en un pays qui a été reconnu pour être un des défenseur des droits humaines le plus importants au monde. On doit mentionner que le gouvernement de la France n'a pas sorti une annonce officiel sur la situation en Hongrie à ce jour, mais on peut déduire que la France est en désaccord avec les violations de la liberté de la presse car elles ne soutiennent pas les valeurs démocratiques de l'UE. Par ailleurs, la France est seulement d'accord avec la restriction de la presse si est-ce qu'elle défend la sécurité nationale.

En parlant de l'Allemagne, la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, le Grundgesetz (1949), établit: « Article 5 - Il n'existe pas la censure à l'expression libre mais le gouvernement peut restreindre ce liberté aux cas que peuvent affecter la sécurité nationale (comme l'utilisation de symboles nazis et les discours de haine). » Comme est le cas de la France, l'Allemagne n'a pas sorti une annonce officielle sur la situation, mais elle a donné son opinion sur la similaire situation des droits d'expression qui se présente en Turquie. Sur ce sujet, le premier ministre de l'Allemagne, Michael Roth, a dit que la République Allemande est complètement en contre de l'oppression de la liberté d'expression en Turquie, et qu'ils doivent faire un changement dans leur situation actuelle. Alors, c'est pour cette information qu'il est très probable que le gouvernement allemande peut être en contre de la restriction de la liberté de la presse en Hongrie.

Puis, il y a trois ONG's qui ont joué un papier important concernant au sujet: *Human Rights Watch*, *Freedom House* et *Amnesty International*. La première est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains à but non lucratif et avec près de 400 collaborateurs dans le monde entier. Les changements profonds apportés par le gouvernement hongrois depuis 2010 au cadre juridique du pays rendent plus difficile la mise en place de contrôles légaux des pouvoirs que l'organisation exerce. L'organisation a déclaré dans un communiqué que le fait que le gouvernement hongrois persiste à ignorer les recommandations émises par les institutions européennes sur la liberté de la presse devrait entraîner une intervention concrète de l'Union Européenne, comprenant des mesures visant à suspendre les droits de vote de la Hongrie. Le rapport de 29 pages, intitulé « Mauvaise orientation en matière de droits : Analyse de l'impact de la nouvelle constitution et des nouvelles lois de la Hongrie », fournit une analyse de la nouvelle constitution du pays et de ces nouvelles lois, ainsi que de ses effets négatifs en matière de droits humains et d'état de droit. Il montre comme le gouvernement a largement ignoré les critiques en provenance de l'UE et du Conseil de

l'Europe. En fait, les changements apportés ont également eu un impact sur la liberté des médias. Les médias indépendants ont déclaré à Human Rights Watch qu'ils devraient recourir à l'autocensure du fait du contenu peu clair des règlements. L'organisme de contrôle des médias a tenté à plusieurs reprises de refuser une autorisation de diffuser à une station de radio indépendante, avant de finalement s'incliner devant les décisions successives prises par la Cour, lui imposant de délivrer l'autorisation. La deuxième est en charge de la défense des droits de l'homme et de la promotion d'un changement démocratique. Cela aide des journalistes en zones de combat, en incluant ceux qui enquêtent sur la corruption et les abus de pouvoir. Selon l'institution, la Hongrie a décliné grâce à ses lois, sa politique, et ses pratiques qui ont brusquement raccourci la capacité des réfugiés de demander un asile dans le pays, la détérioration au cours de l'environnement des médias, et les effets de corruption à grande échelle d'un gouvernement sur l'activité commerciale et la compétition. L'environnement des médias en Hongrie a souffert de la régulation augmentée étatique et d'autre interférence dès 2010, s'est légèrement détérioré en 2014 parce que le gouvernement a continué d'exercer une pression sur des propriétaires privés pour influencer sur la couverture, et un nouvel impôt publicitaire a disproportionnellement affecté une station principale privée de télévision. La Commission de Venise du Conseil de l'Europe est également en train d'examiner les changements juridiques opérés en mars 2013, et un comité de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a recommandé de soumettre la Hongrie au contrôle du Conseil de l'Europe, procédure habituellement réservée aux nouveaux membres. Si cela était approuvé, la Hongrie serait le premier pays de l'UE soumis à un tel contrôle. La troisième est un mouvement mondial regroupant plus de 7 millions de personnes qui prennent l'injustice comme une affaire personnelle. Amnesty International a indiqué que la loi sur les médias récemment adoptée par la Hongrie imposera des restrictions potentiellement étendues sur la liberté d'expression. La loi sur les médias et la liberté de la presse, qui est entrée en vigueur le samedi 1 janvier 2011, impose les mêmes restrictions sur tous les contenus diffusés par les médias, que ce soit à la radio, la télévision, la presse ou l'internet, et que les médias en question soient publics ou privés: l'adoption d'une telle loi est une initiative sans précédent dans l'Union Européenne. Elle accorde par ailleurs des pouvoirs étendus à une nouvelle autorité des médias pour que celle-ci fasse respecter des normes mal définies: la NMHH qui est habilitée pour contraindre les médias à cesser leurs activités. Les autorités hongroises doivent fournir l'assurance que cette loi sera peaufinée, et prendre des mesures pour veiller à ce qu'elle soit mise en œuvre dans le respect de la liberté d'expression.

« La Hongrie devrait mieux garantir la liberté des médias, combattre l'intolérance et la discrimination endémiques, et améliorer la protection des droits de l'homme des migrants » (Muižnieks, N. 2014). Le Conseil considère que l'existence de certaines dispositions, comme des sanctions sévères, a un effet paralysant sur les médias et a poussé plusieurs d'entre eux à s'autocensurer. Il est également une problématique que le Conseil des médias, qui dispose de pouvoirs étendus en matière de régulation administrative, soit vulnérable à l'influence et au contrôle politique. De plus, des mesures comme la taxation des revenus publicitaires et les restrictions à la publicité ont menacé le pluralisme des médias. Le Conseil de l'Europe pense que c'est urgent d'améliorer la liberté des médias, en prenant notamment les mesures suivantes: supprimer ou reformuler les dispositions de la loi sur les médias relatives aux opinions politiques; étendre la protection des sources aux journalistes free-lance; soustraire la presse écrite et les médias électroniques aux obligations d'enregistrement; renforcer l'indépendance des organes de régulation des médias; et dépenaliser la diffamation.

### ***Faits importants***

D'abord, au moment du processus d'adhésion à l'Union Européenne, Bruxelles a le plus de pouvoir sur les possibles candidats, mais il n'y a pas un mécanisme spécifique de surveillance pour assurer que les États membres respectent leurs termes d'entrée à l'UE. Donc, il faut l'établissement d'un mécanisme effectif d'état de droit.

En outre, c'est nécessaire de prendre en compte l'article 7 de la Charte européenne qui dit que c'est possible de suspendre le droit de vote de certain état en cas de la violation à la liberté de la presse dans son pays. D'accord à cet article, une violation forte contre les valeurs de l'UE pourrait occasionner une suspension où une perte des droits de vote dans le Conseil européen.

---

## *Bibliographie*

1. Adam, C. (décembre 13, 2016). *Hungary passionately defends Turkey in EU despite human rights violations*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: <http://hungarianfreepress.com/2016/12/13/hungary-passionately-defends-turkey-in-eu-despite-human-rights-violations/>
2. Administration de Budapest. (2014). *Une brève histoire de la Hongrie*. Recherché le 16 décembre 2016 de Guide de Budapest Blog. Site web: <http://fr.hungarybudapestguide.com/information/une-breve-histoire>
3. Alterinfo. (2011). *L'OSCE s'inquiète des restrictions de la liberté de la presse en Hongrie, Italie et France*. Recherché le 14 décembre 2016 de Alterinfo. Site web: [http://www.alterinfo.net/notes/L-OSCE-s-inquiete-des-restrictions-de-la-liberte-de-la-presse-en-Hongrie-Italie-et-France\\_b2923976.html](http://www.alterinfo.net/notes/L-OSCE-s-inquiete-des-restrictions-de-la-liberte-de-la-presse-en-Hongrie-Italie-et-France_b2923976.html)
4. Amnesty International. (2015). *Qui sommes-nous ?* Recherché le 16 décembre 2016 de <https://www.amnesty.org/fr/who-we-are/>
5. Amnesty International. (2010). *Une nouvelle loi sur les médias, d'une grande portée, menace la liberté d'expression en Hongrie*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2010/12/sweeping-new-media-law-threatens-freedom-expression-hungary/>
6. Amnesty International. (2010). *Une nouvelle loi sur les médias, d'une grande portée, menace la liberté d'expression en Hongrie*. Recherché le 16 décembre 2016 d'Amnesty International. Site web: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2010/12/sweeping-new-media-law-threatens-freedom-expression-hungary/>
7. Assemblée Nationale Française. (août 26, 1789). *Déclaration des Droits de l'Homme et Citoyen*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: [http://avalon.law.yale.edu/18th\\_century/rightsof.asp](http://avalon.law.yale.edu/18th_century/rightsof.asp)
8. Audrey M. (2015). *La Liberté D'expression : Définition Et Limites*. Recherché le 16 décembre 2016 de Gralon. Site web: <http://www.gralon.net/articles/commerce-et-societe/juridique/article-la-liberte-d-expression---definition-et-limites-8767.htm>
9. Briffoteaux. G. (2005). *xx « Article 19 - Déclaration Universelle des droits de l'homme »*. Recherché le 16 décembre 2016 de Bousculade. Site web: [http://bousculade.free.fr/dossiers/art\\_19.php](http://bousculade.free.fr/dossiers/art_19.php)

10. Centre de Fondation Européen de Brussels. CPJ. (2014). *The New Press and Media Act in Hungary*. Recherché le 8 décembre 2016 de IFLA. Site web: <http://www.ifla.org/publications/the-new-press-and-media-act-in-hungary>
11. Cherrytel. M. (2007). *Hungría: Historia*. Recherché le 16 décembre 2016 de Consulado Honorario de Hungría en Andalucía. Site web: <http://www.hungria-andalucia.com/historia-hungria>
12. Conseil de l'Europe. (décembre 16, 2014). *Hongrie: Il est nécessaire de renforcer la liberté des médias, la lutte contre la discrimination et les droits des migrants*. Recherché le 17 décembre 2016 de Conseil de l'Europe. Site web: [http://www.coe.int/fr/web/commissioner/view/-/asset\\_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/hungary-progress-needed-on-media-freedom-anti-discrimination-measures-and-migrants-rights?\\_101\\_INSTANCE\\_ugj3i6qSEkhZ\\_languageId=fr\\_FR](http://www.coe.int/fr/web/commissioner/view/-/asset_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/hungary-progress-needed-on-media-freedom-anti-discrimination-measures-and-migrants-rights?_101_INSTANCE_ugj3i6qSEkhZ_languageId=fr_FR)
13. CJFE. (2015). *JOURNALISTS CENSORED AND ATTACKED IN HUNGARY COVERING REFUGEE CRISIS*. Recherché le 14 décembre 2016 de CJFE. Site web: [http://www.cjfe.org/journalists\\_censored\\_and\\_attacked\\_in\\_hungary\\_covering\\_refugee\\_crisis](http://www.cjfe.org/journalists_censored_and_attacked_in_hungary_covering_refugee_crisis)
14. CPJ. (2016). *UN review of Hungary shows country 'treats human rights as a public enemy'*. Recherché le 14 décembre 2016 de CPJ. Site web: <https://cpj.org/blog/2016/05/un-review-of-hungary-shows-country-treats-human-ri.php>
15. Currie, D. (décembre 23, 2014). *Basic Law for the Federal Republic of Germany*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: [https://www.gesetze-im-internet.de/englisch\\_gg/](https://www.gesetze-im-internet.de/englisch_gg/)
16. De La Baume, M. (octobre 10, 2016). *Hungarian newspaper closure raises press freedom concerns*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: <http://www.politico.eu/article/hungarian-newspaper-closure-raises-press-freedom-concerns-mediaworks-publisher-nepszabadsag-prime-minister-viktor-orban/>
17. EuroActive. (2015). *Hongrie et Bulgarie laissés- pour-compte de la liberté de la presse en UE*. Recherché le 14 décembre 2016, de EuroActive. Site web: <https://www.euractiv.fr/section/societe-de-l-information/news/hongrie-et-bulgarie-lairesses-pour-compte-de-la-liberte-de-la-presse-en-ue/>
18. Euronews. (2016). *Hongrie: Nouvelle attaque contre la liberté de la presse?* Recherché le 14 décembre 2016 de Euronews. Site web:

<http://fr.euronews.com/2016/10/09/hongrie-nouvelle-attaque-contre-la-liberte-de-la-presse>

19. European Left. (2016). *Liberté (de la presse) pour la Hongrie*. Recherché le 14 décembre de 2016 de European Left. Site web: <http://www.european-left.org/fr/positions/nouvelles/liberte-de-la-presse-pour-la-hongrie>
20. European Parliament.(2016). *Parliamentary question*. Recherché le 14 décembre 2016 de European Parliament. Site web: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2016-005550+0+DOC+XML+V0//EN&language=en>
21. European University Institute. (2015). *Hungarian Authorities Constantly Infringe the Freedom of the Press*. Recherché le 14 décembre 2016 de European University Institute. Site web: <http://journalism.cmpf.eui.eu/discussions/hungarian-authorities-freedom-of-the-press/>
22. European Union. (2014). *Hungary*. Recherché le 16 décembre 2016 de European Union. Site web: <https://europa.eu/european-union/about-eu/countries/member-countries/hungary>
23. Freedom House. (2015) *Champions for Freedom*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://freedomhouse.org/our-work>
24. Freedom House. (2015). *Hungary*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2015/hungary>
25. Freedom House. (2016). *Hungary's Freedom*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/hungary>
26. Handals P. (S.F). *Historia de Hungría* . Recherché le 16 décembre 2016 de Embajada de Hungría en Panamá. Site web: <http://www.hungria.hn/index.php/historia>
27. Haraszti, M. Committee to Protect Journalists. (2015). *Balancing Act*. Recherché le 11 décembre 2016 de Committee to Protect Journalistes. Site web: <https://www.cpj.org/reports/2015/09/press-freedom-at-risk-europe.php>
28. Human Rights Watch. (2015). *À propos de HRW*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://www.hrw.org/fr/propos-de-hrw>
29. Human Rights Watch. (2013). *Hongrie : L'État de droit menacé*. Recherché le 16 décembre 2016 de <https://www.hrw.org/fr/news/2013/05/16/hongrie-letat-de-droit-menace>
30. Le Point. (2015). *Hongrie : une journaliste agressé des réfugiés à la frontière*. Recherché le 14 décembre 2016 de Le Point. Site web:

[http://www.lepoint.fr/monde/hongrie-une-journaliste-agresse-des-refugies-a-la-frontiere-09-09-2015-1963243\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/hongrie-une-journaliste-agresse-des-refugies-a-la-frontiere-09-09-2015-1963243_24.php)

31. Le Taurillon. (2008). *Hongrie et liberté de la presse*. Recherché le 17 décembre 2016 de Le Taurillon. Site web: <http://www.taurillon.org/Hongrie-et-liberte-de-la-presse>
32. Muižnieks, N. (2014). *Hungary's challenge to the EU*. Recherché le 11 décembre 2016 de Committee to Protect Journalists. Site web: <https://www.cpj.org/reports/2015/09/press-freedom-at-risk-europe-chapter-1-sidebar-hungary-challenge.php>
33. Martin.J. (2008). *Hongrie et liberté de la presse*. Recherché le 16 décembre 2016 de Le Taurillon. Site web: <http://www.taurillon.org/Hongrie-et-liberte-de-la-presse>
34. Notizie OSSIGENO. (2016). *ECPMF. SHINE A LIGHT ON VIOLATIONS OF MEDIA FREEDOM IN HUNGARY*. Recherché le 14 décembre 2016 de Notizie OSSIGENO. Site web: <http://notiziario.ossigeno.info/2016/05/ecpmf-shine-a-light-on-violations-of-media-freedom-in-hungary-69313/>
35. Országgyűlés. (2011). *Hungary's Constitution of 2011*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: [https://www.constituteproject.org/constitution/Hungary\\_2011.pdf](https://www.constituteproject.org/constitution/Hungary_2011.pdf)
36. Rolando.C. (2011). *Une loi répressive sur les médias musèle la presse; des milliers de personnes descendent dans la rue pour protester*. Recherché le 16 décembre 2016 de Ifex. Site web: [https://www.ifex.org/hungary/2011/03/16/control\\_punish/fr/](https://www.ifex.org/hungary/2011/03/16/control_punish/fr/)
37. Sans. T. (2015). *Associations et ONG de défense de droits de l'Homme en France*. Recherché le 11 décembre 2016, de RaidH Site web: <http://www.raidh.org/Associations-et-ONG-de-defense-de.html>
38. s.d. (2015). *Constitutional history of Hungary*. Recherché le 16 décembre 2016 de ConstitutionNet. Site web: <http://www.constitutionnet.org/country/constitutional-history-hungary>
39. Toner, M. (octobre 20, 2016). *Hungary Media Freedom*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2016/10/263362.htm>
40. Vie publique. (2015). *Quelles valeurs l'Union Européenne défend-elle?* Recherché le 10 décembre 2016 de Vie publique. Site web: <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/definition/quelles-valeurs-union-europeenne-defend-elle.html>
41. Williams, T. (mars 11, 2013). *Q&A: Hungary's controversial constitutional changes*. Recherché le 16 décembre 2016. Site web: <http://www.bbc.com/news/world-europe-2174887>

## *Glossaire*

---

### **A**

**Afflux:** fait d'arriver en masse en un même lieu.

### **B**

**Blasphème:** parole ou écrit injurieux à l'égard de la religion.

### **C**

**Clôture:** qui se réfère à une barrière fermant un espace.

### **D**

**Diffamation:** fait de diffamer.

### **E**

**Enquêter:** faire ou conduire une enquête.

### **F**

**Franchir:** traverser un temps difficile.

### **G**

**Gérer:** administrer certaines choses.

### **H**

**Hostile:** qui se comporte en ennemi, qui s'oppose.

### **M**

**Multipartisme:** système parlementaire qui a plusieurs partis politiques.

### **O**

**Oppression:** dominer avec violence et abuser.

## **P**

**Peaufiner:** nettoyer.

## **R**

**Raccourcir:** rendre plus court.

## **S**

**Soutien:** action de soutenir quelque chose.

## **T**

**Théocratique:** système dans lequel les prêtres exercent le pouvoir en considérant au nom de Dieu.